

NOTRE EXPERT QUI ÊTES AUX CIEUX

Nadine et Thierry Ribault¹

Une enquête expérimentale en guise de leurre pour calmer les esprits

Dans le cadre d'une « Enquête de gestion sanitaire de la population » le département de Fukushima lance en juin 2011 une enquête préliminaire auprès d'un échantillon de cent vingt résidents des communes de Namie, Iitate, et du quartier de Yamakiya à Kawamata particulièrement exposés aux radiations. Cette enquête repose sur des examens anthropogammamétrique, examens des glandes thyroïdes et des urines. Dès juillet, l'enquête proprement dite est mise en œuvre sous l'égide de l'Université de médecine de Fukushima. Elle comporte une première phase menée auprès de 28 000 habitants des communes précitées, qui doivent rendre compte, dans un questionnaire détaillé, de leur localisation exacte et du temps passé à l'extérieur et à l'intérieur (ou en voiture), heure par heure, durant les deux semaines consécutives au 11 mars, ainsi que de leur consommation alimentaire, notamment en lait (selon la quantité et l'origine), en eau (selon son origine), et en fruits et légumes (selon l'origine - extérieure ou sous serre - la quantité en nombre d'unités ou en nombre et en taille d'assiettes consommées). La même enquête est ensuite prévue à partir d'août auprès cette fois des 2 millions d'habitants du département. Les taux d'irradiation estimés seront ensuite comparés aux taux détectés. Seuls les résidents ayant des taux

¹ Nadine Ribault est écrivain et essayiste. Thierry Ribault est chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique (Maison franco-japonaise de Tôkyô). Ce texte est issu d'un livre à paraître : *Les Sanctuaires de l'abîme - Une histoire du désastre de Fukushima* - aux Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, Paris, 2012.

d'irradiation élevés seront soumis aux examens d'urine et de sang. Dans sa seconde phase débutant en octobre, l'enquête sera ciblée sur des populations spécifiques :

- examen de la thyroïde auprès de 360 000 personnes de moins de 18 ans. Les examens s'étaleront d'octobre 2011 à mars 2014, et seront prolongés tous les deux ans à partir de cette date. Les personnes de plus de vingt ans à cette date seront examinées tous les cinq ans durant toute leur vie.
- examen général de « santé physiologique » de 200 000 personnes des zones évacuées : poids, mensuration abdominale, pression sanguine, formule sanguine, examen biochimique du sang.
- examen de l'état de « santé mentale et émotionnelle » de 200 000 personnes de 4 à 18 ans. Les questions portent sur les modes de vie, l'histoire personnelle, l'histoire familiale, l'historique de l'exposition aux radiations, l'impact du tremblement de terre, l'état émotionnel, la perception sanitaire du sujet vis-à-vis des radiations, l'historique des menstruations pour les femmes, l'historique des naissances.
- examen de l'état de « santé mentale et émotionnelle » de 20 000 femmes enceintes et jeunes mères. Les questions portent sur l'historique de la grossesse, l'histoire personnelle antérieure, les conditions d'allaitement, les examens prénataux depuis le tremblement de terre, la santé du nouveau-né, les modes d'alimentation.
- stockage et suivi de l'ensemble des personnes faisant l'objet de la partie détaillée de l'enquête sur une base de données pendant 30 ans.

Toshiteru Okubo, président de la *Radiation Effects Research Foundation*

(RERF), qui vient de signer à cette occasion un accord de coopération avec l'université de médecine de Fukushima, pronostique déjà les résultats de l'enquête : « L'impact des accidents de Fukushima sur la santé publique peut être présumé très mineur. [...] L'exposition de la population à quelques douzaines de millisieverts par an ne constitue pas un taux auquel des effets sur la santé ont été constatés dans les études antérieures. [...] À de tels niveaux d'irradiation, il est fort probable que les effets liés à la consommation de tabac ou au stress de l'évacuation soient plus importants que ceux liés aux radiations »².

Le président de la RERF parviendra sans aucun doute à confirmer ses hypothèses. La RERF, sur laquelle nous reviendrons plus en détail, est en effet un groupement coopératif de recherche nippo-américain sur les retombées de la bombe A, créé en 1946 sous le nom de l'Atomic Bomb Casualty Commission (ABCC), par l'Académie des sciences américaine et financée à l'origine par la Commission américaine à l'énergie atomique. Elle est financée depuis 1975 par le ministère japonais de la Santé et par le département américain de l'Énergie, et ses travaux « n'ont jusqu'à présent décelé chez les enfants des survivants de la bombe A aucune conséquence génétique de l'irradiation de leurs parents ».

Pourquoi réaliser une enquête de santé publique si « l'impact sanitaire présumé est très mineur » ? Pour le Professeur Shunichi Yamashita, maître d'œuvre de l'enquête, et entre autres, comme nous le verrons plus loin, président de son comité scientifique, la raison est simple : « Il s'agit d'apporter une réponse à l'inquiétude des mères », de les rassurer pour leur permettre « d'avoir l'esprit en

² *Asahi Shimbun*, 18 juin 2011.

paix »³. Ainsi prises en otages par ce discours qui divise les victimes pour mieux régner sur elles, les mères (et les enfants) sont stigmatisées en tant que personnes portant toutes les angoisses - certes légitimes mais devant faire l'objet de soins appropriés, car par définition irrationnelles - liées à l'exposition à la radiation. L'inquiétude, expression de l'être-en-voie-de-révolte, est dangereuse. Aussi la stratégie consiste à stigmatiser une sous-population et désamorcer par là, la bien plus dangereuse inquiétude de l'ensemble de la population. La légitimité de l'inquiétude des mères est d'autant plus facilement reconnue qu'elles sont directement impliquées dans la fonction reproductive de la population, et cette reconnaissance consiste à faire de leur inquiétude un objet singulier de sollicitude et de soin afin de ne pas compromettre cette fonction. Par ailleurs en concentrant l'attention sur la population des mères, on nie l'inquiétude qui règne chez tout un chacun, tout un chacun n'ayant aucune aussi bonne raison d'être inquiet que celle que peut avoir une (bonne) mère.

C'est sur fond d'absence totale d'examen sérieux que l'enquête sanitaire de Fukushima a été lancée, à l'exception notable des critiques émises par Project 47/CRMS, l'ONG japonaise Green Action et le rapport réalisé par Chris Busby⁴. Pour ce physicien antinucléaire, le projet d'enquête constitue un indicateur avancé de la manière dont les autorités vont minimiser les effets sanitaires de l'exposition aux radiations. Tout d'abord en diminuant les expositions constatées ; ensuite en se focalisant sur le césium et l'iode ; troisièmement en n'observant pas les effets sanitaires proprement dit ; enfin en rejetant toute preuve du côté psychologique.

³ Symposium de Fukushima, 11 et 12 septembre 2011.

⁴ *The health outcome of the Fukushima catastrophe - Comments on the projects and reports of the Review Committee for the Fukushima Prefecture "Prefectural Peoples Health Management Survey"*, Green Audit; Occasional Paper 2011/11 Aberystwyth UK, Aug.27 2011.

Selon Busby, « toutes ces tactiques ont été éprouvées après Tchernobyl » et « la soviétisation du Japon est achevée ». Il recommande que le comité scientifique de l'enquête soit « poursuivi en justice pour irresponsabilité criminelle et complot », qu'une enquête indépendante soit mise en place, et que des mesures indépendantes des échantillons biologiques soit effectuées incluant notamment les rayonnements alpha.

On regrette que ces recommandations salutaires n'aient pas été accompagnées d'un appel franc à la rébellion des victimes⁵. De fait, si le refus de la population de participer à l'expérimentation à laquelle elle est conviée dans le contexte actuellement défini par les pouvoirs publics faisait l'objet de poursuites pénales, ce serait là une excellente opportunité de mettre en évidence l'incurie dont relèvent ces mesures de santé publique. Et dans le cas fort probable où une telle attitude de rébellion serait niée par les autorités et les concepteurs de l'enquête, il ne resterait plus alors à chacun qu'à faire appel à des réseaux de médecins indépendants, et plus efficacement encore, à s'attaquer, y compris physiquement, aux lieux d'élaboration de l'expérimentation prenant pour objet d'observation et de manipulation des éléments de leur propre vie.

De fait, le projet d'enquête et de base de données ordonné par les autorités du département de Fukushima est un projet d'expérimentation médicale et un projet managérial, qui n'est en rien fondé sur une perception sociale de la situation, ni sur un souci de protection sanitaire. S. Yamashita admet à mi-mot le caractère expérimental de cette enquête : « On sait depuis Tchernobyl que les conséquences

⁵ Est-ce le fait qu'une fondation américaine a investi sur son nom notoirement lié au mouvement antinucléaire pour créer la *Christopher Busby Foundation for the Children of Fukushima*, et pour vendre notamment des compléments alimentaires - baptisés « Formula 1 » - supposés agir contre la contamination par les radionucléides, qui empêche Chris Busby d'aller plus avant dans la propagation de l'idée d'un véritable sabotage de l'expérimentation annoncée ?

psychologiques sont énormes. L'espérance de vie des évacués a chuté de 65 à 58 ans non pas à cause du cancer, mais à cause de la dépression, de l'alcoolisme et du suicide. Se reloger n'est pas facile, le stress est énorme. Il nous faut non seulement repérer ces problèmes, mais aussi les résoudre. Sinon les gens vont avoir le sentiment d'être juste des cobayes dans notre recherche »⁶. Autrement dit, le volet psychologique de l'enquête est bien au service d'une entreprise de dissipation du sentiment d'être un cobaye, que fait naître la participation à son volet physiologique. L'enquête est donc un leurre qui va permettre de rassurer, de sédentariser les victimes et de faire avancer la science.

Fin septembre 2011, le taux de réponse de la première phase de l'enquête lancée en juin auprès des 28 000 personnes des communes de Namie, Iitate, et Kawamata, n'était que de 47%. Les habitants sont en effet incapables de répondre de manière fiable aux questions très détaillées qui leur sont posées concernant leur emploi du temps et leur alimentation durant les deux semaines qui ont suivi la catastrophe nucléaire. Les autorités du département envisagent de mener les entretiens en face à face afin de résoudre cette difficulté⁷.

D'après Eileen Miyoko Smith, directrice de l'ONG japonaise Green Action, « les habitants de Fukushima sont furieux au sujet de cette enquête »⁸. De fait, alors qu'aucun contrôle de la radiation n'a été effectué dans les semaines qui ont suivies le 11 mars, voici soudain qu'on leur demande, plusieurs mois après, de rendre compte par le menu de leur vie quotidienne afin de reconstituer les doses reçues. Sans compter que la communauté internationale n'a finalement aucun droit de

⁶ Spiegel du 19 août 2011.

⁷ Mainichi Shimbun, 12 octobre 2011.

⁸ Entretien des auteurs avec Eileen Miyoko Smith, directrice de l'ONG japonaise Green Action, Tokyo, 5 novembre 2011.

regard sur un accident qui a pourtant des implications internationales : le département de Fukushima et le gouvernement n'ont traduit ni le protocole d'enquête ni le questionnaire qui n'existent qu'en japonais. Green Action a déposé une requête de traduction de cette enquête afin qu'elle fasse l'objet d'une évaluation par d'autres experts qui élaborent ce type d'enquête et d'en faire estimer l'opportunité, la pertinence des objectifs, la conception et les éventuels problèmes qu'elle comporte ou qu'elle pose. Comment peut-on en effet l'évaluer si elle n'est pas accessible parce que non traduite ? Green Action a certes traduit l'enquête, mais seule une traduction officielle effectuée par les autorités gouvernementales permettrait de la faire circuler plus amplement et de la faire évaluer et critiquer de manière élargie.

On peut encore s'étonner du fait qu'au moment où cette enquête est lancée, est organisé un symposium international d'experts pronucléaires, durant lequel les organisateurs japonais déclarent souhaiter apprendre des experts étrangers, alors que ces derniers n'ont pas accès à ce que leurs homologues japonais sont en train de réaliser.

Un symposium en forme de cantique des particules

Les 11 et 12 septembre 2011, s'est tenu le *Symposium International d'Experts de Fukushima - Radiation et risque sanitaire* - , à la faculté de médecine de l'université de Fukushima⁹. Qui est à l'origine de ce symposium ? Qui y a assisté ? Qui n'y était pas présent ? Quel en était l'objectif ?

⁹ Visionnable sur le site : <http://www.ustream.tv/channel/international-symposium-in-fukushima-radiation-and-health-risks>

Il ne faudra qu'une semaine après la catastrophe nucléaire, pour que, le 19 mars 2011, Yûhei Sato, gouverneur du département de Fukushima propose au Professeur Shunichi Yamashita, qui était jusque là doyen de la faculté des sciences biomédicales de l'université de Nagasaki, la position de « conseiller pour le risque sanitaire » auprès du département de Fukushima. Le 1^{er} avril, ce dernier reçoit du président de l'université de médecine de Fukushima, sa lettre de nomination en tant que « professeur spécial » et vice-président du centre hospitalier universitaire de Fukushima.

Shunichi Yamashita, ex-président de l'Association des médecins catholiques de Nagasaki, se présente comme issu d'une famille de survivants de Nagasaki et contribue activement à la banalisation de la radioactivité. Il fait référence à ses pairs qui sévissent dans les comités d'experts de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de l'Agence Internationale à l'Énergie Atomique (AIEA), deux organisations onusiennes aux objectifs en principe antagoniques, ayant pourtant signé des accords collusifs visant à déterminer conjointement les normes de contamination admissibles. Il est lui-même expert auprès de l'International Commission on Radiological Protection (ICRP) et a été un membre influent du « Chernobyl Sasakawa Health and Medical Cooperation Project » financé entre 1991 et 2001 par la Nippon Foundation, sur laquelle nous reviendrons plus loin. Médiatisé, le Professeur Yamashita passe pour un scientifique fiable, rassurant auprès des gens qui certifient se sentir mieux quand ils l'entendent. Selon lui, « il n'y a absolument aucun effet des radiations sur la santé tant que la contamination est inférieure à 100 microsieverts par heure », soit 876 millisieverts par an, c'est-à-dire 876 fois la dose maximale annuelle admissible selon l'ICRP, ou encore 44 fois la dose admissible pour les travailleurs

du nucléaire en Allemagne et 20 fois celle admissible aux États-Unis. Ces déclarations faites en mars, au moment où les débits de dose étaient au plus haut dans le département de Fukushima, ont toutefois été rectifiées deux mois plus tard : en bon scientifique, le professeur Yamashita a alors clamé que le seuil de risque se situait à 100 millisieverts par an. Quant aux risques liés à l'exposition interne « ils sont, selon lui, 10 fois moins importants que ceux liés à l'exposition externe ». Une campagne de propagande des autorités japonaises a d'ailleurs été élaborée sur la base de ses propos. Le slogan est : « Plus vous sourirez, moins la radiation vous atteindra »¹⁰. S. Yamashita est aussi psychologue à ses heures et disserte sur la distinction entre la sûreté et le sentiment de sûreté : « La sûreté, c'est ce qui est reconnu par tout le monde, alors que le sentiment de sûreté dépend de chacun »¹¹. Le savant histrionique fait certainement ici référence au fait scientifique fort connu selon lequel pour cesser d'avoir froid, il suffit de changer de thermomètre.

Or c'est sous la présidence scientifique de ce charlatan ex-cathédra, que la Nippon Fondation a organisé et financé à l'université de médecine de Fukushima les 11 et 12 septembre 2011 le « Symposium international d'experts - Radiation et risque sanitaire ».

¹⁰ « Statistiquement, une exposition de 100 millisieverts par an peut provoquer un cas de cancer sur 100. Mais à l'âge de 70 ans il y a une chance sur trois d'avoir n'importe quelle sorte de cancer quelle que soit l'exposition aux radiations. La plupart de cancers sont provoqués par d'autres facteurs ». Extrait de l'éloquent communiqué publié par l'Université de médecine de Fukushima, 24 mars 2011. (http://cbbstoday.org/images/nolletprs/fmu_pr24mar2011rad.pdf). Voir également les étonnantes déclarations du très sérieux Prof. Yamashita sur :

<http://peaceandhealthblog.com/2011/04/26/children-of-fukushima/>, notamment : « Si vous ne souriez pas les radiations auront un effet sur vous. Cela a été prouvé par expérimentation animale ». Dans un entretien au Spiegel daté du 19 août 2011, S. Yamashita précise : « On sait clairement à partir des expérimentations animales que les animaux qui sont les plus sujets au stress seront affectés par les radiations. D'autre part, l'état mental de stress affecte le système immunitaire et peut donc provoquer des cancers et d'autres maladies. C'est pourquoi je dis aux gens qu'ils doivent se détendre ».

¹¹ <http://peaceandhealthblog.com/2011/04/26/children-of-fukushima/>

L'objectif officiel de cette manifestation à huis clos réunissant trente spécialistes japonais et étrangers notamment de l'UNSCEAR, de l'ICRP, de l'AIEA et de l'OMS¹² était de « faire des recommandations visant à supprimer l'anxiété des résidents de Fukushima face à la radiation » et « soutenir les efforts relatifs à l'enquête sur la gestion sanitaire des habitants de Fukushima ». L'argument du symposium laisse peu de doutes sur l'intention des organisateurs. « La situation de Fukushima a été aggravée par ce que l'on ne peut qu'appeler un désastre de l'information : les nouvelles qui circulent varient selon les sources, qui sont parfois incompétentes. Il est essentiel que nous travaillions à mettre en circulation uniquement de l'information correcte et scientifique sur les effets sanitaires de la radiation ». Les organisateurs entendent ainsi « fournir des recommandations appropriées issues du monde des experts, et communiquer à la fois une information correcte sur les risques sanitaires liés à la radiation et une vision claire de ce qui constitue une véritable sensibilisation au risque »¹³.

En France, il faut bien se rendre à l'évidence : nul, quasiment, n'a rendu compte de ce scandaleux évènement dont il s'agit pour nous de détailler la teneur afin de la porter à la connaissance de chacun. Notons que c'est un mois après le colloque des 11 et 12 septembre, que la députée européenne écologiste Michèle Rivasi a crié au loup, en manifestant de-ci de-là son indignation à retardement face à "l'imposture scientifique" que représentait ce colloque à ses yeux,

¹² UNSCEAR : United Nations Scientific Committee on the Effects of Atomic Radiation ; ICRP : International Commission on Radiological Protection.

¹³ *International Expert Symposium in Fukushima: Radiation and Health Risks Fukushima Medical University September 11-12, 2011, Background and Purpose* (site : <http://www.nippon-foundation.or.jp>)

expression qu'elle reprenait directement du seul article paru en France sur le sujet un mois plus tôt¹⁴.

Il s'agit d'abord de prendre conscience de l'illusion que peut représenter le fait d'attendre une information correcte et scientifique, et des recommandations appropriées, d'un symposium dont le vice-président, Abel Julio Gonzales, membre de l'AIEA, vice-président de l'ICRP et conseiller de l'autorité de régulation nucléaire d'Argentine, déclarait lors de la conférence de l'OMS du 4 juin 2001 à Kiev : « Tchernobyl a causé 31 morts, 2000 cancers évitables de la thyroïde chez l'enfant, et à ce jour il n'existe aucune preuve validée internationalement de l'impact de l'exposition aux radiations sur la santé publique à Tchernobyl »¹⁵.

Il faut ensuite savoir que Hiroaki Koide, spécialiste de la mesure du rayonnement et de sûreté nucléaire au Research Reactor Institute de l'Université de Kyôto, et Tatsuhiko Kodama, déjà évoqué, ne figuraient pas parmi les experts invités : le premier sans doute parce qu'il déclarait récemment qu' « il n'y aucun seuil de sécurité pour la santé en matière d'exposition à la radiation, quel que soit notre âge »¹⁶, et le second parce qu'il mettait en cause les autorités devant la Diète le 27 juillet 2011¹⁷.

Un des objectifs réels du symposium de Fukushima a, de fait, été de renforcer les liens internationaux au sein des réseaux d'experts afin d'orienter les nouvelles recherches et de lever les budgets nécessaires. Il s'agissait également

¹⁴ Thierry Ribault, *Fukushima : voici venu le temps de l'imposture scientifique*, Rue 89, 11 septembre 2011 <http://www.rue89.com/planete89/2011/09/11/fukushima-voici-venu-le-temps-de-limposture-scientifique-221364>

¹⁵ On trouve cette vidéo de la conférence de l'OMS où Gonzales rend compte en direct de son bilan modeste : http://www.youtube.com/watch?v=8qghm_ZrfhE&feature=related

¹⁶ <http://www.youtube.com/watch?v=LCLzOkuYd6I>

¹⁷ <http://www.youtube.com/watch?v=Dlf4gOvzxYc>

de négocier l'accès aux données et aux nouveaux champs d'expérimentation qui s'ouvrent dans la zone concernée. Il a fallu un an après la catastrophe de Tchernobyl pour organiser la première grande conférence internationale qui réunissait des "experts" des grandes agences et organisations (OMS, AIEA, ONU, ICRP) et des gouvernants soviétiques, mais il aura suffi de six mois après celle de Fukushima pour qu'une telle conférence se tienne. Tout est rodé : invitation des "plus grands scientifiques du monde grâce auxquels la population pourra tracer la route la meilleure et la plus sûre vers le rétablissement de Fukushima"¹⁸, annonce du lancement de la seconde phase d'une grande enquête sanitaire qui doit commencer en octobre avec stockage des informations sur base de données, 30 ans de suivi des personnes¹⁹, plan de décontamination et de sécurisation. La science va progresser et elle seule apportera les solutions - techniques, génétiques, médicales, psychiatrique - à un problème qui n'est pas celui d'avoir ou non le nucléaire - faux débat, voire débat dépassé depuis précisément l'accident de Fukushima - mais celui de produire une humanité capable de vivre avec le nucléaire au quotidien. « Ne doutons pas que les spécialistes ne s'affairent désormais à calculer les indices de tolérance nucléaire en matière de courbe abdominale, afin de déterminer le profil idéal de l'opérateur nucléaire, et son régime alimentaire ; en attendant de pouvoir directement modeler avec l'aide de leurs collègues généticiens, la morphologie de l'*Homo nuclearius* accompli », écrivait déjà, en 1980, Jaime Semprun²⁰.

¹⁸ Message video de Margaret Chan, Directrice générale de l'Organisation Mondiale de la Santé, 11 septembre 2011, Fukushima.

¹⁹ Les habitants qui reçoivent le questionnaire doivent signer un formulaire qui les engage à ne pas pouvoir retirer les données les concernant de la base constituée par l'université de Fukushima avant 30 ans. Par ailleurs, les participants sélectionnés pour l'échantillon se voient offrir la somme de 5000 yen pour leur participation à l'enquête.

²⁰ in *La nucléarisation du monde*, Ed. Ivrea, avril 2008, pp.53-54.

On assiste ainsi à un durcissement des positions : il s'agit de la part des représentants des grandes organisations internationales d'appeler, tout en critiquant leur inaptitude, les États et leurs forces de coercition - faux savants, police, propagande, contrôle d'internet, voire mouvements citoyens et organisations écologistes « responsables » - à s'engager dans un processus de dé-dramatisation voire de négation des effets du rayonnement, et de convaincre les populations que la vie sans risque n'existe pas. Seuls sont admis parmi les victimes les travailleurs pour lesquels on a des preuves immédiates du lien de dégradation de santé et de mort avec les radiations. Les autres ne sont pas des victimes du rayonnement, mais des constitutions physiques inadaptées aux risques quels qu'ils soient, le rayonnement ne présentant qu'un risque infime parmi des milliers d'autres sources de risque : voiture, tabac, alcool notamment. Il y a donc eu très peu de vraies victimes à Tchernobyl et il n'y en aura pas à Fukushima.

Une manne du ciel : la Nippon Foundation

Le symposium des 11 et 12 septembre 2011 à Fukushima a été financé par la Nippon Foundation. « La générosité de la Nippon Foundation va au-delà de tout ce que l'on peut espérer /.../ Nous voudrions, le Dr Akiyama, éminent spécialiste de neuro-psychiatrie qui a beaucoup travaillé pour l'OMS, et moi-même, créer un programme de soutien aux aidants des résidents de Fukushima ». Telles sont les interpellations que lance Evelyn Bromet, professeur de psychiatrie et des sciences du comportement à l'Université Stony Brook de New York, visiblement en recherche de financeurs potentiels, lors du symposium de Fukushima.

Le lien entre la nature du savoir produit et le financement de cette production est plus que jamais réel et apparent, et l'on ne peut que s'interroger sur l'objectif véritable d'une manifestation financée par la Nippon Foundation (à ne pas confondre avec la Japan Foundation).

Qu'est-ce que la Nippon Foundation ? Qui la dirige ? Quelles sont ses activités ? Quelles sont ses tendances ? En quoi fait-elle œuvre d'eugénisme et de négationnisme ?

La Nippon Foundation est l'un des plus gros fondateurs privés des agences de l'ONU dans le domaine sanitaire et humanitaire. Cette fondation, dont les camps de bénévoles s'installaient dans le Tôhoku dès le lendemain du tremblement de terre, a été créée par Ryôichi Sasakawa, accusé de crime de guerre de rang A, jamais condamné puis libéré en 1948, se définissant comme « le fasciste le plus riche du monde », fondateur avec le Révérend Moon (dont il est le conseiller spécial dès 1963) et Tchang Kai-Chek, de la Ligue anticommuniste mondiale (WLAC), dont les liens avec la mafia sont notoires, et qui a fait fortune grâce au monopole des courses de hors-bords qu'il a obtenu en 1951 par manipulation du gouvernement. La Nippon Foundation, un des plus importants donateurs privés de l'OMS, dont le buste du fondateur trône dans le hall du siège de cette organisation à Genève, est présidée depuis 2005 par son fils, Yôhei Sasakawa, chroniqueur au journal d'extrême-droite *Sankei*. En 2010, la branche française de la Nippon Foundation, la Fondation franco-japonaise Sasakawa, dont le vice-président du conseil d'administration est Jean-Bernard Ouvrieu, ancien gouverneur pour la France à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et ancien ambassadeur au Japon, a poursuivi pour diffamation l'universitaire

Karoline Postel-Vinay. Il s'agissait pour la fondation, finalement déboutée par la 17ème chambre du Correctionnel de Paris, de tenter d'intimider ceux qui non seulement pointent son passé trouble, mais aussi sa stratégie de promotion de travaux universitaires négationnistes, notamment par rapport aux crimes de guerre, au massacre de Nankin et à la question de l'esclavage sexuel durant la guerre en Corée.

N'est-il pas légitime de se troubler de la généalogie fasciste et des tendances révisionnistes du financeur du premier colloque sur les conséquences sanitaires de la catastrophe nucléaire de Fukushima ? Que faut-il en outre penser du fait que la Nippon Foundation, le cœur sur la main et la démocratie sous le talon, ait rendu ce colloque inaccessible au public et aux victimes ? Ultérieurement questionné sur les motifs de ce verrouillage empêchant tout dialogue direct avec la population, Christopher Clement de l'International Commission on Radiological Commission (ICRP) n'hésite pas à nier et affirme que les organisateurs « ont mis l'accent sur l'efficacité d'une implication directe de la population affectée ainsi que des professionnels locaux dans la gestion de la situation »²¹. Le colloque était certes consultable sur Ustream : les experts sur la scène et le peuple aux écrans, le spectacle pouvait continuer en toute tranquillité.

Mettant clairement en évidence sa stratégie négationniste, la Nippon Foundation, à l'occasion de ce symposium, minimise voire nie les effets des radiations dites "basses" sur la santé physique, de même manière qu'elle a financé des travaux "scientifiques" tendant à relativiser les effets de la catastrophe de Tchernobyl sur l'état de santé des enfants, notamment en soutenant que seuls sont apparus quelques milliers de cas *évitables* de cancers de

²¹ Source : échange de courrier entre l'ICRP et l'association Green Action.

la thyroïde parmi les enfants. Dès 1991, le professeur Yamashita touchait des dividendes de la Nippon Foundation pour aboutir à des résultats de recherche de cette teneur²². On ne peut qu'être surpris de constater le peu d'interrogations ou de critiques qu'a soulevées jusqu'à présent l'investissement de la Nippon Foundation dans les recherches liées au nucléaire. Ceci sans tenir compte du pan eugéniste de cette fondation - nous verrons plus loin comment nucléaire et eugénisme font excellent ménage - qui a financé, aux côtés de l'Agence américaine pour le développement international (Usaid), la campagne de stérilisation forcée de 400 000 femmes péruviennes et de vasectomie de 25 000 hommes, menée entre 1995 et 2000 par les autorités dans le cadre du programme de contrôle de la population du Président Alberto Fujimori, visant, dans des régions rurales et pauvres du sud et du centre des Andes, à pacifier des foyers de contestation indienne et à satisfaire les critères de contrôle démographique du FMI²³. Fujimori, en fuite, trouvera refuge en 2000 chez Ayako Sono, écrivain catholique d'extrême droite, présidente de transition à la mort de Ryoichi Sasakawa en 1995, de la Nippon Fondation jusqu'en 2005.

La tentation eugéniste de la Nippon Foundation ne s'arrête pas là. Le Sasakawa-Global 2000 Agriculture Program (SG 2000), avec la bénédiction de la Banque mondiale et la coopération des organismes des Nations Unies, participe depuis 1986 au développement agricole du continent africain. Présidé par

²² S. Yamashita, Y. Shibata (ed), *Chernobyl. A Decade. Proceedings of the Fifth Chernobyl Sasakawa Medical Cooperation Symposium*, Kiev, Ukraine, 14-15 october 1996, Elsevier Science 1997. Cet ouvrage reprend les résultats des recherches menées auprès de 160.000 enfants depuis 1991. Il sera suivi de : S. Yamashita, Y. Shibata, M. Hoshi, K. Fujimura (ed), *Chernobyl : Message for the 21st Century Proceedings og the Sixth Chernobyl Sasakawa Medical Cooperation Symposium*, Moscow, Russia, 30-31 May 2001, Elsevier Science 2002.

²³ D'après le ministre de la santé Dr. Luis Solari de la Puente, successeur de Marino Costa Bauer qui était un des chefs d'orchestre de cette politique, le gouvernement Fujimori a réalisé 100.000 ligatures tubales en 1997, 130.000 en 1998, et 165.000 en 1999 (source : Alejandro Bermudez, *Enough Evidence to Extradite ?*, September 27, 2001, ACI-Prensa news agency in Lima).

Norman Borlaug, « père de la Révolution verte », et co-administré par la Sasakawa Africa Association, le Carter Center's Global 2000 program et l'entreprise Pioneer Seed, SG 2000 a transféré en Afrique les supposés bienfaits que la Révolution verte a suscités en Asie dans les années 60 - et en Amérique latine par la suite - avec l'introduction de nouvelles variétés de blé et de riz à haut rendement. Les premiers projets ont démarré au Soudan et au Ghana début 1986 pour être ensuite développés en Tanzanie, au Togo, au Bénin, au Nigéria, en Ethiopie, au Mozambique et en Zambie. La démarche plus autoritaire que participative, l'emploi d'engrais et de pesticides chimiques onéreux car importés et difficiles à transporter - dans des proportions excédant celles recommandées par la FAO -, la dépendance excessive des paysans envers les semences hybrides commerciales de Pioneer notamment, la réduction de la résistance des cultures aux maladies, la menace accrue pesant sur la biodiversité, l'impact négatif des engrais chimiques sur certains sols africains et la déstructuration des communautés paysannes, font partie des dommages collatéraux de ce programme où SG 2000 sélectionne cultures et « paquets technologiques » sans consulter les paysans et les leur procure par le biais de « vulgarisateurs » également chargés du recouvrement des emprunts²⁴. « La plupart des gens ne comprennent pas encore l'ampleur de la menace du monstre de la population » affirmait Norman Borlaug dans son discours de réception du prix nobel de la paix en 1970, fervent défenseur du contrôle de la population, et président entre 1986 et 2009 de ce programme humanitaire de la fondation Sasakawa²⁵.

²⁴ <http://www.greenstone.org/greenstone3/nzdl>.

²⁵ N. Borlaug a été longtemps membre du comité exécutif du Population Media Center, une organisation américaine qui « travaille à la stabilisation de la population mondiale », et dans laquelle on trouve plusieurs lauréats du prix Sasakawa Environnement du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement.

Même si les liens entretenus par les experts de l'ONU, de l'OMS, de l'AIEA ou de l'ICRP sont de toute évidence étroits et anciens, nous ne penchons pas pour une théorie du complot ourdi par une Nippon Foundation omnipotente et conspiratrice. Non. C'est plutôt une soumission réelle que nous voyons se déployer, une soumission à laquelle les experts financés par la Nippon Foundation invitent : au lieu de vous soumettre à une irrationnelle peur des radiations, soumettez-vous plutôt au savoir que nous, experts, vous dispensons gracieusement.

Citons encore parmi les grands chantiers humanitaires de la fondation, la Chernobyl Tissue Bank hébergée à Londres par l'Imperial College depuis 1998, qui est chargée de collecter des échantillons de sang, des marqueurs d'ADN et de sérum, des tissus et des tumeurs, co-financée par la Commission européenne, le National Cancer Institute au Royaume-Uni et la Sasakawa Memorial Health Foundation, une des tentacules de la Nippon Foundation. C'est dire tout l'intérêt que porte, humainement parlant bien sûr, la Nippon Foundation, à la collecte de données.

Placer la vaste "Enquête de gestion sanitaire de la population" susmentionnée, sous la supervision du Professeur Yamashita, confirme la volonté tenace de la Nippon Foundation de se positionner sur la collecte de données expérimentales liées aux effets sanitaires du rayonnement. Obséquieux et positivement reconnaissant, David L. Heymann, du Chatham House Centre on Global Health Security et ex-expert à l'OMS, rappelait en ouverture du symposium des 11-12 septembre de Fukushima, que son président Yôhei Sasakawa, était « l'un des plus grands humanitaires du monde ayant contribué à hauteur de 50 millions de dollars dans des recherches sanitaires après la catastrophe de

Tchernobyl ». Depuis 1991, la fondation finance des recherches menées auprès de 200.000 enfants de Tchernobyl, et les résultats issus de ces recherches sont notamment utilisés par les instituts de l’OMS et de l’AIEA : « Le résultat de notre effort constant de dépistage réside en une collecte massive de données. Si un accident similaire survenait dans le futur, ces données seraient d’une valeur inestimable », déclarait Y. Sasakawa en 2001²⁶. Nul doute que le Professeur Yamashita ne fera trait d’union entre l’université de médecine de Fukushima dont il est désormais le vice-président (et où l’on récoltera la moisson de données de l’enquête évoquée plus haut) et la Nippon Foundation.

Le Docteur Eisuke Matsui rappelait dans une allocution récente²⁷ que l’Atomic Bomb Casualty Commission (ABCC), créée en 1946 par le président Truman, chargée de collecter les données relatives aux effets sanitaires du rayonnement et de mener des recherches sur les effets sanitaires des bombes atomiques de Hiroshima et Nagasaki, n’a jamais contribué au soin des victimes des bombes, mais a essentiellement été un laboratoire expérimental au service de l’idéologie du progrès scientifique dans le domaine nucléaire. Quelques mois plus tard, en 1947, sera fondé le Japan National Institute of Health (JNIH), également sur ordre des autorités d’occupation américaine qui le doteront d’un personnel composé d’anciens membres et collaborateurs de l’unité 731 de l’Armée Impériale située à Harbin en Chine²⁸. Ainsi, six des huit directeurs qui se sont

²⁶ Y. Sasakawa in S. Yamashita, Y. Shibata, M. Hoshi, K. Fujimura (ed) 2002, opus cité, p.xviii

²⁷ The International Conference of Citizens and Scientists, 12 octobre 2011, Tokyo.

²⁸ Dirigée par le lieutenant-général Shiro Ishii – véritable Mengele japonais - l’Unité 731 était chargée entre 1937 et 1945 d’effectuer des tests secrets d’armes bactériologiques et chimiques sur des cobayes humains en Chine – entre 3000 et 10000 soldats et civils chinois - y compris sur des prisonniers de guerre américains. Grâce au pacte signé entre Douglas Mc Arthur et Shiro Ishii, les responsables de ces expérimentations échapperont aux poursuites devant le Tribunal de Tôkyô après la guerre, en échange des résultats obtenus.

succédés à la tête du JNIH entre 1947 et 1983, ont travaillé pour l'unité 731. La JNIH a prolongé sa coopération durant vingt ans avec le Laboratoire Médical 406 de l'armée américaine, structure de préparation à la guerre bactériologique située près de Tôkyô, ainsi qu'avec l'ABCC. Selon le professeur Shingo Shibata, de l'université de Hiroshima, les données récupérées par l'ABCC et le JNIH sur les victimes des radiations ont été uniquement utilisées pour moderniser les armes et les centrales nucléaires²⁹. Les autorités japonaises et américaines de l'époque ont demandé à la JNIH et à l'ABCC de coopérer afin de contraindre les victimes des bombes atomiques de participer aux études sur la radiation³⁰. Les échantillons de sang prélevés par l'ABCC étaient directement fournis aux chercheurs du JNIH, ce dernier exerçant des pressions auprès des familles des défunts pour qu'elles autorisent des autopsies. En avril 1975, l'ABCC est remplacée par la Radiation Effects Research Foundation (RERF), dont nous avons évoqué au début de ce livre l'implication active dans l'enquête de santé publique de Fukushima, et elle n'est pas elle-même sans lien avec la Nippon Foundation. Si l'on en croit les rapports d'activité de la RERF, la Sasakawa Memorial Health Foundation finance ses activités de recherche depuis au moins les années 1990. Parmi les bénéficiaires de ces fonds, on trouve notamment Yoshisada Shibata, du département d'épidémiologie et de biométrie de l'université de Nagasaki, proche collègue de Shunichi Yamashita, ainsi que Itsuzo Shigematsu, président de la RERF.

²⁹ *The Bulletin of the Atomic Scientists*, january/february 1990 p.6.

³⁰ Selon Saburo Kojima, l'un des vice directeurs du JNIH, ancien professeur à l'Université de Tôkyô, ayant servi dans l'Unité 731, « nous, les scientifiques intelligents, avons tous considéré que nous ne pouvions manquer cette opportunité en or d'étudier les effets du rayonnement atomique sur les humains » in Sheldon H. Harris, *Japanese Biomedical Experimentation During World War II Era*, in *Military Medical Ethics*, vol.2, Department of the US Army, USA, 2003.

À la même époque, en 1995, un comité d'experts internationaux baptisé le Blue Ribbon Panel, a été appelé à examiner l'avenir de la RERF, menacé par une crise budgétaire et par une rupture de contrat avec la National Academy of Sciences américaine. On trouve dans ce comité, et sur recommandation de la partie japonaise de la fondation, Dan Beninson, physicien argentin membre puis directeur de la Comisión Nacional de Energía Atómica d'Argentine, et président de commission à l'ICRP. Ce Conseiller à l'Académie Pontificale des Sciences du Vatican³¹, était aussi le mentor de Abel González, dont nous avons fait état plus haut des estimations plutôt optimistes du nombre de victimes à Tchernobyl. Le Blue Ribbon Panel conclura que l'intérêt des travaux de la RERF justifie pleinement la prolongation des financements du Département de l'Energie américain, et un rapport établi en 2008 par un Senior Review Panel recommandera une prolongation pour les vingt prochaines années des études menées par la fondation³². Nul doute que l'enquête de santé publique de Fukushima évoquée plus haut va fournir du grain à moudre d'une extrême fraîcheur à cette organisation généalogiquement gourmande en expérimentation grandeur nature.

Lors de la contre-conférence « Citoyens et scientifiques » organisée le 12 octobre 2011 à Tôkyô par Say Peace Project et Citizen's Radioactivity Measuring Station en réponse au symposium de Fukushima, et à laquelle participait Wataru Iwata, le physicien Sébastien Pflugbeil rappelait non sans ironie que : « Les

³¹ La Nippon Foundation semble nourrir des liens étroits avec des scientifiques proches du Vatican : le mexicain Mario Molina, prix nobel de chimie, membre de l'Académie Pontificale des Sciences du Vatican, a reçu en 1999 le prix Sasakawa des Nations-Unies (La Gaceta, lunes 22 de febrero de 2010).

³² D'après l'Office of Health, Safety and Security des Etats-Unis : http://hss.energy.gov/healthsafety/IHS/hstudies/japan_radiate.html.

scientifiques qui nient le danger de la radiation sont plus dangereux que la radiation elle-même »³³. Mais il est tout aussi vrai de considérer que les individus qui nient le danger lié au fait de ne pas exprimer leur propre voix sont eux aussi plus dangereux que la radiation. Etre soumis volontairement à un ordre technique et soumettre chacun à la même contrainte : voilà l'Etat autoritaire qui se démasque. Et une partie des anti-nucléaires, qui réclament des contrôles plus contraignants et des réglementations plus strictes, sont également piégés dans cette injonction à la gestion permanente du risque, constitutive de la technologie nucléaire qui ne peut se conjuguer qu'avec l'autoritarisme. Le nucléaire appelle structurellement une dépossession de l'expression individuelle et des compétences au profit d'un recours aux experts. Cette dépossession extrême ne peut manquer de susciter une volonté de reconquête par des actes de révolte capables d'attirer la violence de l'Etat. Nucléaire et démocratie radicale sont antinomiques. Seul un des deux survivra.

Pour s'en convaincre, écoutons les interventions des « experts » rassemblés les 11 et 12 septembre 2011. Rien n'est caché. Tout est dit. Et ce qui est dit est la chose suivante :

1-Les effets sanitaires des radiations à faible niveau sont nuls du point de vue de la santé physique.

2-Les seuls problèmes susceptibles de surgir sont ceux liés à une peur excessive des conséquences sanitaires des radiations.

3-Seule une adaptation des populations, et une communication correctement menée par des experts reconnus internationalement peuvent

³³ The International Conference of Citizens and Scientists, 12 octobre 2011, Tokyo.

désamorcer les risques psychiatriques liés à une mauvaise compréhension de la situation.

« L'épuisement émotionnel lié aux craintes vis-à-vis des radiations et l'absence de perspective rongent le moral des gens » affirme Yôhei Sasakawa. « Nous avons décidé d'organiser ce symposium ici à Fukushima parce que l'un des problèmes les plus importants pour les gens de Fukushima est de les aider à faire disparaître cet épuisement émotionnel et ces peurs de plus en plus grandes ».

De fait, ce symposium est un coup de force politique dans lequel l'État, Tepco et les médias sont mis au pilori au profit des experts et de la Nippon Foundation qui les finance. Selon cette dernière, une des conséquences de la perte de confiance dans chacun de ces pouvoirs et de ces institutions, est que la vérité doit être ramenée sur le devant de la scène : vérité scientifique établie par « les experts de la recherche la plus avancée venus du monde entier »³⁴.

Dans la pure tradition factieuse, les organisateurs du symposium acculent à une représentation simplifiée de la situation avec d'un côté les gens et leurs peurs incontrôlables, en grande partie induites par un État menteur, Tepco fraudeur et des médias manipulateurs, et de l'autre le véritable esprit scientifique, international, légitimé par ses capacités à gérer, sur la base d'un savoir dont on identifie mal l'origine, une crise psychologique à l'échelle mondiale. Le message du symposium est le suivant : la science c'est nous, et le but de la (notre) science est de lutter contre les peurs, dans la mesure où les risques sanitaires liés aux radiations sont définis fondamentalement comme étant des peurs face à l'inconnu (et même si, nous, les experts, n'ignorons pas ce que sont les risques réels). Nous détenons *déjà* le savoir – y compris relatif à la situation de Fukushima

³⁴ Selon Yohei Sasakawa, symposium de Fukushima 11 et 12 septembre 2011.

-, mais il nous faut faire l'effort de le traduire d'une manière simple afin de le rendre accessible au « layman », c'est-à-dire à la personne non experte. Ce terme de « layman » utilisé par Yôhei Sasakawa, renvoie aussi à l'opposition entre le laïque et le membre du clergé, le "clergyman". Le recours à cette terminologie plutôt qu'à celle de "peuple", de "gens", de "personnes" ou d'"habitants" n'est pas un hasard dans la bouche des organisateurs du symposium de Fukushima pour qui il y a, d'une part, le païen ignorant, et de l'autre, le prêtre éclairé - "l'expert" - seul à même de rentrer en contact avec les mondes et intérêts supérieurs. Les experts sont donc les nouveaux prêtres de l'âge nucléaire et il nous faut suivre fidèlement les méandres de leur discours pour mieux comprendre ce que contient le sermon de ce clergé nucléariste nouvelle mouture.

Systémisme, psychiatrisme et radionégationnisme : les trois credo du projet eugéniste porté par les sectateurs du nucléaire

Systémisme - À partir du jeudi 9 juin 2011 (et jusqu'en octobre), s'ouvrait à Nantes une « exposition artistique et scientifique sur le thème de la radioactivité » intitulée « La robe et le nuage », soutenue par l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules du CNRS. On proposait de « découvrir, à travers des œuvres d'art, l'exploration des découvertes de la radioactivité et des rayons X /.../ sujets à la fois complexes et sensibles »³⁵.

³⁵ Le site de l'exposition décrit l'événement de la manière suivante : « Il s'agit d'une saga qui se déroule en trois actes. C'est, tout d'abord, l'ère de la science triomphante, l'atmosphère est à l'euphorie, on s'enthousiasme pour les récentes découvertes des rayons X et de la radioactivité, puis plus tard, entre les deux guerres mondiales, pour celle de la fission atomique. Deuxième acte : après la seconde Guerre mondiale, la prise de conscience des dangers installe le doute et l'inquiétude. Les regards se dessillent. Cette science, dont on louait tant les bienfaits

L'histoire du nucléaire y était ainsi résumée. De la préhistoire euphorique et inconsiderée du nucléaire, on est passé à la terreur et au doute, puis à l'âge de raison, la sagesse nous ayant touché de sa baguette magique et nous ayant fait prendre conscience des bienfaits indispensables que ne pourrait plus désormais obstruer qu'un malencontreux et irresponsable accident de temps à autre. Le nucléaire serait ainsi devenu non seulement incontournable, mais qui plus est *citoyen*. Outre que l'on se demande comment le CNRS, pour le coup en panne manifeste d'interdisciplinarité, a bien pu se fourvoyer dans une telle historiographie évolutionniste de pacotille, on ne peut qu'émettre de sérieux doutes quant à cette supercherie exhibitive dont le commissaire est Jacques Lochard, expert que l'on retrouve au colloque de Fukushima, et qui est aux contaminés du nucléaire ce qu'étaient les évangélistes aux esclaves³⁶. « L'existence d'effets des faibles doses de radioactivité sur l'homme et son environnement se révélant difficile à démontrer et à quantifier, l'ICRP préconise alors de réduire au maximum les expositions aux rayonnements des travailleurs et de l'ensemble de la population tout en tenant compte des conséquences socio-économiques de telles mesures », affirme J. Lochard, membre de la commission plénière de l'ICRP, payé pour faire entendre l'évangile nucléariste aux contaminés³⁷. « L'ICRP, ajoute-t-il, ne s'appuie pas seulement sur la science, ses

est donc aussi porteuse de mort ? Troisième acte: La catastrophe de Tchernobyl tourne une nouvelle page. Dans les années qui suivent, on assiste à l'éveil de la société civile toute entière. Les citoyens prennent la mesure des avantages et des risques, mais aussi de l'héritage d'un siècle d'utilisation des technologies nucléaires, et de leur responsabilité vis-à-vis des générations futures. La radioprotection est en passe de devenir l'affaire de tous ».

³⁶ Au sujet des esclaves, l'abbé Rigord, curé du chef-lieu de l'île de la Martinique écrivait en 1845 : « Que de milliers de ces malheureux ont trouvé dans la servitude la liberté des enfants de Dieu » (Antoine Gislser, *L'esclavage aux Antilles françaises, XVIIIème-XIXème siècles*, Karthala, 1981, p.222). Tout comme la traite est une chance pour les asservis de pouvoir entendre l'évangile, pour le clergé nucléariste nouvelle mouture la condition de contaminé est une opportunité sans égale de prendre conscience qu'une vie sans radiation n'est pas une vraie vie. On trouve ici la résonance avec le « Souriez ! Vous êtes irradié » du moine savant Yamashita.

³⁷ Entretien avec J. Lochard, 6 mai 2011, site de Nantes Métropole.

recommandations sont réalistes et éthiques. On ne va pas évacuer contre leur gré des centaines de milliers de personnes pour les protéger d'un risque minime. L'essentiel c'est d'optimiser les doses. Le principe Alara (de l'acronyme anglais As Low As Reasonably Achievable) qui vise à réduire l'irradiation aussi bas que raisonnablement possible n'est pas seulement théorique, on se bat sur tous les fronts /.../ Après un accident nucléaire, 20 millisieverts cela doit être compris comme une valeur-guide pour les pouvoirs publics dans leur gestion de la contamination et pas comme un seuil ou une norme réglementaire. Cela ne veut pas dire que toutes les personnes vont être exposées en moyenne à 20mSV. L'immense majorité sera en dessous, seul un petit nombre dépassera ce chiffre »³⁸. A charge pour chacun de trouver les bonnes prières pour ne pas se trouver parmi le « petit nombre qui dépassera ».

En vingt ans, Jacques Lochard, que l'on préférerait voir faire plus de science et moins d'éthique, a « effectué une cinquantaine de missions à Tchernobyl. Il a passé une année de sa vie sur le terrain à enquêter, expliquer aux habitants des territoires contaminés comment mesurer, à l'aide de dosimètres, la contamination des produits alimentaires provenant de leurs jardins, de leurs champs et de leurs forêts. Il les a incités à faire évaluer régulièrement la contamination de leur propre corps ; il a partagé leurs vies et leurs repas parfois agrémentés de champignons savoureux mais contaminés³⁹ /.../ Le drame de Tchernobyl a conduit les experts à collaborer plus étroitement avec les parties prenantes, afin d'améliorer les protocoles de gestion du risque radiologique en

³⁸ *Figaro* du 17 juin 2011.

³⁹ Le 30 octobre 2011, le député Yasuhiro Sonda, « visiblement nerveux », boit un verre d'eau provenant de l'intérieur de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima « dans le but de prouver l'efficacité du système de décontamination radioactive » (Le Figaro du 1^{er} novembre 2011). La preuve par trois ! Poissons contaminés, champignons contaminés, eau contaminée, consommez, braves gens !

cas d'accidents. Les personnes vivant au voisinage de la centrale de Fukushima ont été évacuées bien plus rapidement qu'à Tchernobyl, toutes ont été prévenues des risques qu'elles encouraient en consommant les aliments contaminés, les infrastructures comme les cours des écoles des zones alentours ont été nettoyées afin de diminuer les risques de contamination ». Jacques Lochard n'est pas méchant. Si vous êtes aimables avec lui, gens de Fukushima, après avoir poussé la balançoire sur laquelle est juchée votre progéniture - évitant délicatement de soulever un nuage de ce Césium qui a la fâcheuse manie de s'accumuler dans les cuvettes laissées par les pieds qui traînent - il viendra certainement partager avec vous quelques *shiitake* grillés au gingembre, au coin du feu sacré en vous racontant des histoires de ... Tchernobyl et bien sûr vous lui direz, sitôt qu'il en aura fini : « Père Lochard, raconte-nous une histoire, même deux histoires ».

J. Lochard n'a toutefois pas que des histoires à raconter : il a aussi un nombre de casquettes excédant largement le nombre de têtes dont il dispose pour les porter. Il est notamment directeur du Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire (CEPN), association à but non lucratif dont les membres actuels sont Electricité de France (EDF), l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN), le Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives (CEA) et AREVA, soit tout ce qu'il y a de plus neutre dans le domaine. La mission principale du CEPN est « la préparation au post-accidentel nucléaire » autrement dit, il s'agit, sur la base de travaux pseudo-scientifiques, dont le but véritable est de préparer la population à accepter l'éventualité d'un accident nucléaire, à co-gérer avec les autorités les conséquences d'une telle situation et à vivre en zone contaminée, de « prouver » que l'on peut vivre « heureux » dans ces zones et surtout, consommer des produits contenant du

césium. L'objectif est donc de montrer aux citoyens qu'ils peuvent s'accommoder d'une catastrophe nucléaire et continuer à vivre sur place sans exiger d'être relogés en zone non contaminée et de les amener à cogérer avec les autorités et les entreprises du nucléaire les conséquences d'une catastrophe. Sont ainsi évoqués par le CEPN « un point de vue citoyen pour prévoir la gestion d'une situation qui ne peut, en cas d'accident, qu'engendrer d'énormes problèmes humains et environnementaux » ou « la montée en compétence citoyenne dans le contexte des activités nucléaires » ou encore l'idée d'une « concertation pluraliste dans la gestion à long terme d'un accident nucléaire ».

Lochard, qui se réfèrait durant le symposium de Fukushima aux travaux de Leonid Ilyn⁴⁰, ancien membre de la commission principale de la CIPR et inventeur de la notion de radiophobie sur laquelle nous reviendrons plus loin, travaille à "l'optimisation des stratégies de protection aux radiations" qui consiste à "garder l'exposition aussi basse que possible compte tenu des circonstances sociétales et économiques". Sa question centrale est "comment maintenir la vie dans des conditions décentes ?". Et sa réponse est la suivante : "par les actions d'auto-protection". Cela signifie que "pour être efficaces" - il faut ici entendre efficace au sens de maintenir la radiation à un niveau bas tout en minimisant les perturbations sociales et économiques - , "les stratégies de protection doivent inclure des actions mises en place non seulement par les autorités mais aussi par la population elle-même". Il s'agit par ailleurs d'établir un "pluralisme des sources de mesure afin de s'assurer de la confiance de la population dans les résultats", de "développer un langage commun entre les parties prenantes impliquées" et de "faire pénétrer l'unité dans le langage commun /.../ Les résidents deviennent des

⁴⁰ Notamment : *Chernobyl : Myth and Reality*, Moscow Megapolis, 1995.

co-acteurs de la gestion de la situation aux côtés des autorités expertes et de professionnels : c'est la meilleure manière d'éviter le stress. Le contrôle de la radiation au niveau local est la clé du succès »⁴¹. Cette parodie œcuménique de la démocratie de la partie prenante, qui sonne comme un cours de base d'une école de management ou comme un rapport du Conseil de l'Europe, c'est selon, on la retrouve mobilisée par des organisations écologistes comme Green Peace⁴². Elle est issue d'un fonctionnalisme et d'un systémisme radicaux, d'une pensée de la non-pensée qui en vient à n'être nullement importunée de considérer une victime comme étant partie prenante de sa propre destruction⁴³. Tel est bien le tour de passe-passe que tentent d'effectuer sous nos yeux les évangélistes du nucléaire, tout comme certains de leurs contradicteurs citoyennistes, qui appellent finalement les gens de Fukushima à un suicide collectif programmé au nom de la quête d'une improbable harmonie qui vient. Quant à "faire pénétrer l'unité dans le langage commun", il s'agit bien d'instituer une banalisation cognitive autant que physique de la radiation. Soyez partie-prenante et vous guérirez de votre angoisse ! Quand la cogestion participative participe de la congestion de la pensée et de la paralysie de l'action.

Psychiatrie - La psychiatrisation du désastre est également au cœur de l'imposture scientifique des 11 et 12 septembre 2011 à Fukushima et de ce qu'il faut bien nommer une catastrophe de l'expertise. Selon Abel Julio

⁴¹ Symposium de Fukushima, 11 et 12 septembre 2011.

⁴² Stephen Tindale, ancien patron de Greenpeace au Royaume-Uni a annoncé en 2009 sa « conversion » à l'énergie nucléaire à titre de « transition », in Arnaud Michon, opus cité, p.45.

⁴³ « La transparence vantée par la propagande modernisée n'abolit pas le secret, elle le complète : elle consiste à livrer juste assez d'informations véridiques pour renforcer les velléités de « cogestion » participative de sorte qu'elles assurent, le moment de crise venu, une efficacité accrue dans le contrôle des populations ». Arnaud Michon, *Le sens du vent, notes sur la nucléarisation de la France au temps des illusions renouvelables*, Editions de l'encyclopédie des nuisances, Paris, 2010, p.42.

Gonzales « l'impact imaginaire a été énorme » à Fukushima. Evelyn Bromet, professeur de psychiatrie précitée, qui a travaillé sur les catastrophes de Three Mile Island et Tchernobyl, le confirme : « Le problème n'est pas de savoir quelle a été l'ampleur des fuites radioactives. Le problème c'est le fait qu'il y a eu des fuites. C'est une des plus grandes peurs de tous les temps. Au Japon, cela survient dans un contexte tellement effroyable que l'anxiété liée à la santé pourrait prendre une proportion encore plus grande »⁴⁴. Vingt-cinq ans après Tchernobyl, la thèse selon laquelle la crainte de l'irradiation artificielle relèverait de la psychiatrie - la « radiophobie » serait la vraie cause des problèmes - refait surface. C'est dans leur rapport de 1987⁴⁵ que les physiciens L. A. Ilyin and O. A. Pavlovsky avaient introduit cette idée de radiophobie concernant les victimes de Tchernobyl : « L'état de stress chronique est la cause d'un syndrome de phobie de la radiation dans une partie de la population, ce qui dans la situation actuelle constitue une menace bien plus grande pour la santé que l'exposition au rayonnement lui-même ». Le rapport relatif à Fukushima que l'ONU vient de rendre public, s'inscrit sans ambiguïté dans la même veine psychiatisante : « Le stress physique et prolongé des personnes évacuées a eu des impacts significatifs sur leur santé /.../ Les perturbations dans leur vie, la rupture des liens sociaux, le fait d'être retenus trop longtemps dans des sites d'évacuation sans intimité, et les changements brutaux dans leurs environnement social, tous ces éléments ont contribué à l'aggravation du stress, causant ainsi des traumatismes pour la santé

⁴⁴ FoxNews.com du 16 mars 2011.

⁴⁵ « *Radiological consequences of the Chernobyl accident in the Soviet Union and measures taken to mitigate their impact* », Bulletin de l'IAEA, avril 1987.

mentale »⁴⁶. L'extrait de ce rapport daté de 2011 entre à son tour en intime résonance avec l'extrait suivant d'un rapport de l'OMS datant de ... 1958 : « Il y aurait lieu de fonder sur des principes nouveaux la politique à suivre en ce qui concerne les accidents et les dangers imprévus qui peuvent survenir dans les usines atomiques /.../ Deux écueils sont à éviter : d'une part, éveiller l'anxiété par la publicité et, d'autre part, imposer des précautions en dépit des déclarations officielles assurant que les risques sont négligeables /.../ Il est clair qu'il faudra protéger le public contre des anxiétés et des craintes excessives /.../ Il faudra faire appel à un personnel spécialement entraîné »⁴⁷.

L'unanimité se dégage des interventions du colloque de Fukushima autour de la prédominance de la dimension psychologique voire psychiatrique de l'accident nucléaire. Pour Kenji Kamiya, de l'université de Hiroshima, « la radiation cause des dommages psychologiques et sociaux - notamment l'anxiété des parents - et en tant que spécialistes nous devons apprendre à communiquer sur le risque ». Selon Kazuo Sakai, du National Institute of Radiological Sciences, « il n'existe pas de remède unique et simple contre la radiophobie /.../ Nous devons sélectionner dans notre base de données scientifique d'informations relatives à la radiation, les éléments pertinents selon la partie prenante à laquelle nous nous adressons, et l'effet de retour de cette communication peut nous permettre d'améliorer notre système ». On voit là encore comment systémisme et psychiatrie se conjuguent pour appréhender la situation en termes essentiellement

⁴⁶ *Mainichi* 15 septembre 2011. Remarquons qu'il est peu étonnant que les défenseurs de l'hormésis - thèse selon laquelle les radiations sont nécessaires à la vie humaine et que l'on retrouve notamment mais pas seulement chez nombre de sectes bouddhistes - soient aussi ceux qui défendent la thèse de la radiophobie.

⁴⁷ « Questions de santé mentale que pose l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques », Organisation mondiale de la santé, *Rapport technique n°151*, 1958, p. 48-53.

fonctionnels : « Le problème de l'exposition interne n'est pas dû aux effets réels sur la santé mais aux effets émotionnels parmi le grand public ». Fred Mettler Jr, de l'Université du Nouveau-Mexique aux Etats-Unis, constate de son côté que, fort de son expérience de l'accident de Tokaimura, le Japon a « les meilleurs médecins du monde capables de traiter les blessures liées aux radiations » et « les plus grands spécialistes dans le domaine de l'étude des populations exposées aux radiations avec le RERF ». « Les effets psychologiques sont ceux qui ont l'impact de santé publique le plus important » et « il faut s'attendre à des problèmes d'anxiété pour au moins un quart de siècle ». Mais fort heureusement, « les Japonais sont forts, résilients et intelligents, et ont déjà fait preuve de leur capacité à faire face à l'adversité ». John Boice, de l'International Epidemiology Institute (Etats-Unis) opte quant à lui pour une communication de terreur qui consiste à projeter durant le symposium deux photographies particulièrement atroces de pompiers de Tchernobyl irradiés agonisant de leurs blessures sur leur lit d'hôpital, tout en rappelant cette citation de Paracelse selon qui « c'est la dose qui fait le poison » et non pas le fait d'être exposé aux radiations. Autrement dit, gens de Fukushima, de quoi vous plaignez-vous ? Pour Boice, qui montre le pire pour mieux faire accepter le néant, « nous vivons dans un monde radioactif » et si « les problèmes de santé mentale doivent être pris en considération », « le Japon a les meilleurs scientifiques et les meilleurs médecins du monde en qui les gens peuvent avoir confiance » - on note d'un intervenant à l'autre, l'effet de ressassement propre à la prière – « la santé des gens ne sera pas affectée par l'accident de Fukushima » et contrairement à la situation à Tchernobyl, « le Japon a empêché que de la nourriture contaminée soit distribuée /.../ Le conseil et l'information sont essentiels pour ceux qui s'inquiètent de l'irradiation des

aliments ». Autrement dit l'irradiation alimentaire est un problème lui aussi principalement psychologique. Moins psychologiques même si plus trébuchants sont toutefois les budgets de recherche que reçoit de la part des entreprises privées l'International Epidemiology Institute, où travaille J. Boice ⁴⁸.

Alors que de son côté, Makoto Akashi, directeur du National Institute of Radiological Sciences, qui co-finance le colloque, « espère trouver des manières de convaincre les gens qu'il n'y aura aucun impact sanitaire de l'accident de Fukushima » et rappelle que la mise à disposition des données comparatives liées à d'autres risques comme les accidents de la route aurait pu désamorcer les inquiétudes, Emilie van Deventer (OMS), dans un pur exercice de style loin d'être anodin, rappelle quant à elle la définition de la santé donnée par l'OMS : « Un état complet de bien-être physique, mental et social et non pas seulement l'absence de maladie ou d'infirmité ». Il faut donc ici comprendre que le recours à une définition extensive mettant l'accent sur les aspects mentaux et sociaux de la santé amène à relativiser sa dimension physique. Faut-il aussi comprendre qu'il vaut encore mieux être rongé par un cancer réel plutôt que par des inquiétudes imaginaires ?

La palme d'or de la défense et illustration de la radiophobie revient toutefois à la psychiatre E. Bromet, précédemment citée, pour qui « le problème n'est pas le degré d'exposition des gens mais s'ils croient ou pas avoir été exposés ». Ainsi « la moitié des gens qui vivaient autour de Three Mile Island croyaient avoir été exposés aux radiations alors que ces dernières étaient inoffensives pour leur santé et celle de leurs enfants ».

Bromet distingue quatre facteurs de risque permettant d'expliquer la

⁴⁸ Source : site Integrity of Science du Center for Science in the Public Interest.

détérioration de l'état mental à Tchernobyl : la croyance que la santé a été durement touchée par l'accident ; la croyance que la santé des générations futures sera affectée ; la défiance dans les autorités ; le diagnostic fait par des médecins selon lequel les problèmes de santé sont liés à l'accident.

En résumé, pour la psychiatre, caricature d'elle-même, tout est psychologique et tout ce qui est psychologique est question de confiance ou de croyance. Or, considérer la défiance envers les autorités comme un facteur de risque pour la santé mentale et donc affirmer que seules des causes irrationnelles peuvent mener les individus à perdre confiance dans les autorités, n'est rien moins que d'appeler de ses vœux le totalitarisme, et la nature du projet psychiatrique mobilisé dans le contexte actuel de Fukushima se dessine alors clairement : soigner la perte de confiance des individus envers l'autorité qui les a trompés et « normaliser la situation ».

À une question portant sur l'association de la notion de stigmatisme à celle de honte dans la culture japonaise, posée par Abel Gonzales - visiblement payé pour donner à ce symposium des allures de débat d'idées -, la psycho-madone E. Bromet, visiblement payée de son côté pour rappeler pathétiquement combien elle a « pleuré collectivement sur son terrain d'enquête avec les mères de Tchernobyl » - preuve que les nucléopathes ont un cœur compatissant voire parfois fusionnel - retrouve vite ses moyens et répond avec assurance qu'« à Tchernobyl, le stigmatisme n'a pas été transmis à la génération suivante ». Tout ce fatras psychonucléaire pour conclure qu'à Fukushima « il n'est pas déraisonnable d'envisager que d'ici vingt ans tout cela fasse partie de la mémoire collective »⁴⁹. On finit par se demander de quels côtés sont les troubles psychologiques réels

⁴⁹ <http://www.foxnews.com/health/2011/03/16/mental-fallout-enormous/>

lorsqu'on entend la même pleureuse appointée faire des déclarations du type : « Il n'y a pas seulement le stigmaté associé à l'exposition aux radiations mais aussi le stigmaté lié au fait d'admettre que l'on a des difficultés psychologiques ».

Radionégationnisme - « L'accident de Fukushima a été un désastre industriel qui a atteint la confiance dans l'énergie nucléaire au niveau mondial. Mais cela n'a pas été un désastre sanitaire aux conséquences mondiales. Il est compréhensible que les gens vivant à Fukushima soient anxieux particulièrement en ce qui concerne les conséquences sanitaires potentielles à long terme pour leurs enfants. Nous devons respecter de telles inquiétudes, mais nous devons dans le même temps recourir au meilleur de la science mondiale pour dissiper les peurs qui peuvent être exagérées ou injustifiées ». Cet extrait éloquent du message vidéo de Margaret Chan, Directrice Générale de l'OMS, diffusé en introduction du symposium d'experts de Fukushima constitue une entrée en matière déjà haute en couleurs négationnistes.

Les assertions de cet acabit s'enchaîneront tout au long du symposium, venant nourrir le dessein eugéniste des organisateurs. Ainsi, Abel Julio Gonzales, dans la pure tradition sophiste, affirme que « les risques peuvent être inférés pour des faibles doses de radiation, et donc des normes de protection sont nécessaires, toutefois les effets réels ne pouvant être observés pour des faibles doses de radiation, ils ne peuvent être attribués aux situations d'exposition à des faibles doses ». Michiaki Kai, de l'Université d'Oita, patauge dans une rhétorique similaire : « Selon l'ICRP les niveaux de référence correspondent à des situations d'exposition souhaitées afin de diminuer les doses et non pas à des limites indépassables /.../ Les gens confondent la sûreté et le danger ». Manière élégante,

mais non moins autoritaire, de dire qu'ils sont trop pressés de vouloir échapper à la mort.

Nous passerons vite sur le radionégationnisme version burlesque de Victor Ivanov, du Centre de recherche de radiologie médicale du ministère russe de la santé, qui a recours, pour faire sa présentation au sujet de Fukushima, à des cartes et des rapports de ... l'IRSN, et nous arrêterons à Vadym Chumak, de l'Académie des sciences médicales d'Ukraine, qui se déclare « très intéressé par la comparaison entre l'expérience de Tchernobyl et celle de Fukushima » et parvient à une analogie dont on aurait sans aucun doute admiré l'originalité si elle n'eût été si pitoyable et méprisante : « Le rayonnement c'est comme la loterie. Vous pouvez acheter un ticket et gagner le jackpot, ou vous pouvez acheter sept tickets et ne rien gagner du tout. Plus vous achetez de tickets plus vous avez de chances de gagner. À Fukushima, il y a eu très peu de tickets distribués, il y aura donc peu de gagnants ». La radioactivité serait donc une histoire de roulette russe revisitée par un Ukrainien !

Le radionégationnisme géographique est à peine plus subtil que ses cousins germains. Ainsi Toshimitsu Homma, de la Japan Atomic Energy Agency, relativise la contamination de Fukushima en mobilisant des données qui montrent que « seulement » 4488 km² sont contaminés à un taux supérieur à 37 kilobecquerels par m², dont 132 km² à plus de 1480 kilobecquerels par m², comparativement à respectivement 49800 km² et 300 km² pour la Russie, 29900 km² et 2200 km² en Biélorussie, 37200 km² et 600 km² en Ukraine⁵⁰. À partir de ces chiffres, l'expert affirme que la surface contaminée à Fukushima à un taux supérieur à 37

⁵⁰ Données du MEXT, datées du 14 juin 2011, max 15 MBq/m². Rappel : surface totale du département de Fukushima : 13782 km². Le maillage du territoire dans le cas du Japon est de 2 km² à 100 kms de la centrale.

kilobecquerels par m² ne représente « que » 3% de celle de Tchernobyl. Il oublie juste de ramener les surfaces contaminées aux surfaces initiales. De fait, selon ces données, un tiers de la surface totale du département de Fukushima est contaminé à un taux supérieur à 37 kilobecquerels par m², alors que dans le cas de Tchernobyl, 0,8% de l'ensemble Russie, Biélorussie et Ukraine est contaminé au même niveau, soit respectivement 0,3% de la Russie, 14% de la Biélorussie et 6% de l'Ukraine. Ramenée à la surface totale de chaque territoire, la part de territoire contaminée à plus de 1480 kilobecquerels par m² est aussi importante à Fukushima (1%) qu'en Biélorussie, dix fois plus importante qu'en Ukraine, et cinq cents fois plus qu'en Russie. Or c'est bien la part contaminée du territoire réel qui compte, car c'est bien sur ce territoire que sont appelés à vivre les habitants dans le cas du Japon, qui ne peuvent se reconforter à l'idée que dans le cas de Fukushima « seulement » 132 km² seraient contaminés à 1480 kilobecquerels par m² et plus, alors que ce niveau de contamination aurait touché 2200 km² en Biélorussie. C'est bien sur ces 132 km² du Japon que vivent les habitants et non pas sur les 2200 km² de Biélorussie. Ceci sans compter d'une part que les données du ministère de l'éducation sont fournies pour un rayon de 100 km autour de la centrale pour le département de Fukushima. On exclut donc ce qui se passe au-delà, et qui est pourtant conséquent puisque les cartes disponibles font apparaître de nombreuses poches à plus de 30 kilobecquerels par m² au-delà des 100 km de la centrale, ce qui représente une zone contaminée supplémentaire de 20 à 30% pour le seul département de Fukushima⁵¹. D'autre part, le calcul précité

⁵¹ Dans le seul quartier de Watari, dans la ville de Fukushima, les relevés effectués par le Prof. Tomoya Yamauchi (Radiation Science and Application Laboratory de l'université de Kobe) pour le compte de Friends of the Earth Japan, font état de l'existence de niveaux de radiation à 50 cm du sol bien supérieurs en de nombreux points (4 sur 10) à la norme des 2 microsieverts par heure décrétée par les autorités pour désigner les « points d'évacuation » (on ne parle plus de zones) pour les femmes enceintes et les enfants. La contamination du sol est

ne prend en considération que la contamination au-delà de 37 kilobecquerels par m². Or si l'on prend en compte la contamination à partir de 10 kilobecquerels par m², c'est la quasi-totalité du département qui doit être considérée comme contaminée. Troisièmement, ne sont pris ici en compte que les dépôts de césium 137, excluant le césium 134, mais surtout excluant tout autre type de radionucléides (plutonium, strontium) dont des « traces » sont régulièrement découvertes au gré des contrôles menés localement. Enfin, ces données ne prennent aucunement en considération la contamination des départements limitrophes, alors que les cartes disponibles montrent clairement des niveaux importants de contamination, notamment dans les départements de Gunma, Tochigi, Nagano, Miyagi, Yamanashi et en Ibaraki.

Le radionégationnisme peut toutefois prendre d'autres atours : le relativisme génétique en est un et il est également à l'œuvre dans l'entreprise visant à nier les effets sanitaires de la radiation. Otsura Niwa, de l'Université de Kyôto, vante ainsi les mérites des recherches visant à mettre en relief les prédispositions génétiques des individus, leur sensibilité aux radiations selon l'âge et les réactions individuelles liées à l'alimentation. L'idée qu'il avance est celle d'un darwinisme cellulaire qui permettrait aux cellules saines d'éliminer les cellules malsaines - c'est-à-dire atteintes par les radiations - par un mécanisme de compétition-survie⁵². Jan Wondergrem (Agence Internationale de l'Énergie Atomique) expose

quant à elle de l'ordre de 2000 à plus de 6000 kilobecquerels par m² dans 4 points sur 5 de la zone résidentielle. Ces niveaux sont supérieurs au seuil de 1480 kilobecquerels par m² donnant lieu à évacuation obligatoire dans le cas de Tchernobyl (source : *Niveaux de radiation à Watari Fukushima*, rapport du 20 septembre 2011 ; *Niveaux de radiation du sol à Watari Fukushima*, rapport du 5 octobre, FoE Japan, Fukurô no kai).

⁵² Au même moment, le Monde du 11 septembre 2011 rend compte des avancées des chercheurs du laboratoire de cancérologie expérimentale du Commissariat à l'Énergie Atomique, sur l'existence d'une signature génétique spécifique à certains cancers radio-induits de la thyroïde. Un dépistage des cancers induits par de faibles doses d'irradiation n'est toutefois « pas pour demain /.../ D'abord parce qu'il faut impérativement refaire l'analyse sur un plus grand nombre de tumeurs post-Tchernobyl. Ensuite et surtout parce que les enquêtes épidémiologiques

quant à lui le projet *Stem Cell*, thérapie visant à modifier les dommages cellulaires induits par l'exposition au rayonnement, et vient venter les mérites de la biodosimétrie, qui consiste à quantifier les doses reçues à partir des dommages chromosomiques constatés. La justification qu'il fournit est la suivante: "La plupart des victimes des radiations ne portent pas de dosimètres, particulièrement à l'extérieur, ou les victimes ne manifestent pas encore de signes cliniques". La biodosimétrie permet ainsi de "faciliter le premier triage de court terme". Oui "trilage", nous n'avons pas rêvé. D'autres tris funestes ont déjà eu lieu en leur temps.

Selon Gerry Thomas, directrice de la Chernobyl Tissue Bank financée par la Sasakawa Memorial Health foundation (voir plus haut), "le risque de cancer de la thyroïde induit par le rayonnement dans une population peut être pour la plus grande partie attribué à un petit nombre d'individus prédisposés chez qui des cellules pré-cancéreuses se sont transportées par clonage". Pour une fois, le clonage a bon dos. Gerry Thomas, qui en mars claironnait sur la BBC World Service que « les conseils qui ont été donnés aux habitants locaux de se calfeutrer et de jointoyer portes et fenêtres et de ne pas suspendre du linge à l'extérieur étaient exactement la bonne chose à faire », et selon qui à Tchernobyl, « de toute façon seules 15 morts sont attribuables au cancer de la thyroïde », n'a pas manqué d'exercer ses talents de cartomancienne le lendemain du 11 mars, semant à tous vents qu'« il n'y aurait probablement aucune victime à

dont nous disposons à ce jour ne nous renseignent pas pour des doses inférieures à 0,1 gray ». Autrement dit, comme le résume Catherine Vincent, « pour rechercher si une signature génétique existe pour des faibles doses, il faut pouvoir disposer de tumeurs dont on sait qu'elles ont été radioinduites ... Or la radioactivité aux faibles doses ne permet pas d'établir un lien direct entre l'exposition aux rayonnements et les affections thyroïdiennes considérées ». On est ainsi amené à se demander pourquoi on ne dispose pas d'étude épidémiologique concernant les « faibles doses » de radiation.

Fukushima » : « Tout d’abord l’exposition à l’iode 131 était faible. Ensuite les pastilles d’iode ont été rapidement distribuées et il y existe une forte quantité d’iode dans l’alimentation japonaise. Finalement, le cancer de la thyroïde est facilement soigné, et le Japon a à sa disposition des tests et des options de traitement très efficaces »⁵³. L’experte, selon laquelle “les médias ont ajouté de la pression sur les Japonais qui ont déjà fort à faire”⁵⁴ - on se demande au passage à qui d’autres qu’aux médias elle a claironné ses propres inepties - aurait pourtant mieux fait pour une fois de lire les journaux. De fait, nul n’ignore qu’aucune distribution de pastilles d’iode stable n’a eu lieu au Japon après les premières explosions des réacteurs. Plus précisément, bien que les tablettes aient été distribuées au niveau des municipalités, l’ordre de les absorber n’a jamais été donné aux habitants, ni par la Commission de sûreté nucléaire, ni par les autorités locales, à l’exception de deux municipalités. Suzuki Yoshitaka, maire de Miharu, a distribué des tablettes d’iode aux 3303 familles de sa commune le 14 mars et pris l’initiative d’enjoindre ces dernières à les absorber. Décision certes tardive, mais plus avisée que l’inaction des autres municipalités du département de Fukushima. On peut considérer cette décision comme un acte de rébellion dans la mesure où elle déroge à l’ordre de ne pas distribuer les tablettes. Mais en réalité, personne ne s’est opposé au sein du Ministère de la santé à cette conduite, les autorités supérieures - écrasant le bandit de leur suprême mépris - ne faisant que l’ignorer, meilleure manière de masquer leur erreur. Le 19 mars, le maire d’Iwaki a également distribué les pastilles aux habitants, qui n’ont finalement pas reçu l’ordre de les prendre. Le maire de Miharu ayant informé tout le monde de sa

⁵³ <http://www.newscientist.com/article/dn20793-radioactive-fukushima-children-given-cancer-allclear.html:lala>:

⁵⁴ Symposium de Fukushima, 11-12 septembre 2011.

décision, les habitants de la municipalité de Koriyama ont alors demandé pourquoi ils n'avaient pas reçu les dites pastilles, et il leur a été répondu par les autorités du département de Fukushima que l'existence d'effets secondaires était à l'origine de cette décision. Qu'à cela ne tienne, Gerry Thomas semble préférer ignorer les faits et se rassurer puisque "de nos jours avoir un cancer ne signifie plus mourir"⁵⁵.

Enfin, le négationnisme fondé sur l'ignorance demeure le plat de consistance de l'expertise désastreuse. Deux illustrations. La première est celle fournie par l'intervention de Jaiki Lee, physicien à l'université Hanyan en Corée du Sud. Semblant faire peu de cas de la politique susmentionnée de stérilisation massive menée par le financeur du colloque de Fukushima auquel il participe, Jaiki Lee se déclare très inquiet des « sur-réactions » du public qui pourraient provoquer, comme en Europe en 1986, une « forte hausse des avortements ». Pour ce scientifique qui souhaite « une réforme de la perception du public qui doit apprendre à vivre avec le nucléaire », « la curiosité tue » - par déduction logique donc, au royaume des experts, l'ignorance est salvatrice. Une fois de plus, Abel Gonzales tempère cette stratégie trop ouvertement autoritaire que l'on croirait tout droit dictée par un autocrate de Corée du Nord, et oppose une approche plus pernicieuse, centrée sur l'autoflagellation faussement coupable : « Je ne sais pas si les gens ont vraiment une mauvaise perception du risque lié au rayonnement. Ils perçoivent ce que nous leur disons et nous leur disons que c'est très risqué. Si le vent était allé dans une autre direction vous auriez certainement de l'eau au-dessus de 10 becquerels de césium par litre et les gens ne percevraient pas que c'est risqué à moins que nous ne leur disions que ça l'est en fixant une norme à 10

⁵⁵ Symposium de Fukushima, 11-12 septembre 2011.

becquerels par litre. Le problème est donc de notre côté. Nous devons réfléchir très clairement à la manière dont nous devons passer un message au monde qui rende très précisément compte de cet objectif fondamental de l'ICRP : protéger la population sans menacer les activités dont elle bénéficie ». En ouverture du 36ème symposium annuel de la World Nuclear Association, qui se tenait quelques jours après à Londres, du 14 au 16 septembre 2011, Malcolm Grimston, de la Chatham House, ne disait pas autre chose : « Pourquoi Fukushima a attiré une telle attention hors de proportion avec les effets sanitaires induits ? On peut dire que l'industrie nucléaire a passé de nombreuses années à attiser de manière irresponsable les peurs relatives à l'énergie nucléaire en disant aux gens combien ça devait être sûr et en faisant des déclarations insensées telles que « la sûreté est la priorité numéro un ». Il est temps de repenser fondamentalement les techniques de communication »⁵⁶.

La seconde illustration du radionégationnisme fondé sur l'ignorance nous est donnée lors de la conférence de presse qui sera tenue à l'issue du symposium de Fukushima, un échange qui ne figure pas dans les archives Ustream du colloque mais qui nous a été fourni par Project 47/CRMS. Wataru Iwata de Project 47/CRMS - qui pour la circonstance a revêtu une panoplie de journaliste composée de fausses lunettes et d'une vraie chemise blanche avec cravate - s'adresse à la table des experts en rappelant que quatre ans après Tchernobyl, les autorités de Biélorussie ont rendu l'évacuation obligatoire dans les zones où la contamination était supérieure à 555 kilobecquerels par mètre carré, et ont recommandé l'évacuation entre 185 et 555 kilobecquerels par mètre carré. Or

⁵⁶ <http://www.wna-symposium.org/abstracts.html>

d'après les cartes fournies par le Ministère de l'Éducation japonais, la contamination dans la ville de Fukushima est de l'ordre de 300 à 600 kilobecquerels par mètre carré alors que les habitants de la ville n'ont pas été appelés à évacuer. Dans ces conditions, peut-on considérer que les normes d'évacuation définies par les pouvoirs publics japonais sont correctes ? Par ailleurs, la norme de 20 mSv par an a été fixée pour les habitants, norme correspondant à la dose admissible entre le 1^{er} avril 2011 et le 1^{er} avril 2012 et n'incluant donc pas l'exposition initiale s'étalant du 11 mars au 31 mars 2011. La reconstruction de la dose initiale reçue nécessite de connaître la nature précise des substances présentes dans l'air au moment de l'accident. Or jusqu'à présent, Tepco et le Ministère de l'éducation ont uniquement fourni des données relatives à 5 radionucléides sur les 14 éléments que la station de contrôle de Takasaki (département de Gunma) a localement identifiés. Le niveau de xénon mesuré dans cette station dépassait alors la capacité supérieure de détection de l'appareil utilisé. La question se pose donc de savoir comment on reconstruit la dose initiale en l'absence de ces données.

Kenzo Kiikuni, de la Sasakawa Memorial Health Foundation, s'empresse de répondre que les experts ont reconstitué la dose initiale à partir des données relatives à trois radionucléides (césium 134 et 137 et iode 131), sans toutefois apporter de réponse à la question de la prise en compte des autres particules. Kiikuni, qui, deux heures auparavant avait conclu le symposium en rappelant dans un cynisme abyssal que les caractères chinois de « Fukushima » signifiaient « L'île du bonheur », semble avoir perdu sa bonne humeur et s'énerve de l'insistance de Wataru Iwata : « Nous sommes pressés et nous devons passer à une autre question. Laissez donc à un autre journaliste l'opportunité de poser une

question ! ». En maître de cérémonie magnanime, Yôhei Sasakawa tempère de sa clémence de clergyman la réaction de Kiikuni : « Nous acceptons toutes les questions » déclare-t-il. Wataru Iwata ne désarme pas : « Vous les experts, vous devez certainement avoir les données puisque vous nous dites que vous avez reconstruit la dose initiale et que vous en concluez que la situation est sans danger. Si vous avez ces données, pouvez-vous je vous prie, nous les communiquer ? ». Otsura Niwa, nucléo-généticien émérite de l'Université de Kyôto, prend la parole et s'emporte : « Non, nous ne disposons pas de ces données. Et il est totalement déplacé de poser ce genre de question aux experts puisque nous-mêmes, les experts Japonais, nous ne disposons pas de ces données. Dans les commissions gouvernementales, nous ne nous attardons pas à poser de telles questions de détail qui sont d'une grande impolitesse. Nous ne cachons rien. Tout simplement nous n'avons pas les données ». Wataru Iwata tient bon : « Je croyais que vous les déteniez puisque vous avez reconstruit les doses initiales ». « Nous ne les avons pas », martelle Otsura Niwa⁵⁷.

Voilà de quoi assurer assurément le caractère scientifique du *Symposium International d'Experts de Fukushima - Radiation et risque sanitaire* - , qui s'est tenu à l'université de médecine de Fukushima les 11 et 12 septembre 2011, et montrer comment les présomptions de sûreté faites par les experts sont fondées sur ... l'absence de données. Le clergyman de l'expertise est un divinateur dont la puissance politique repose sur une conviction et une croyance sans fondements

⁵⁷ Il est vrai qu'au lendemain du 11 mars ce sont les avions des forces armées américaines qui, avec l'autorisation de l'armée d'auto-défense japonaise, ont effectué les survols et les mesures des premières retombées radioactives. Pour rendre ces données accessibles, le département américain de l'énergie, pour le compte duquel ces survols et ces mesures ont été accomplis, doit désormais entamer une procédure de déclassification de ces informations publiques classées secret-défense. En attendant, les experts de Fukushima travaillent sur du vent.

factuels, et sur la croyance réciproque du layman envers lui. C'est Notre expert qui êtes aux cieux.